

Retour à l'autonomie ?

Par François Partant

Article initialement publié dans la revue *Tricontinental*, en 1982

On s'accorde généralement à penser que la terre peut nourrir la totalité de la population mondiale, mais que la progression exponentielle de cette dernière, qui augmentera encore pendant une trentaine d'années, doit être rapidement stoppée (son alimentation n'étant pas seule en cause). La faim et la malnutrition pourraient donc être éliminées si les productions agricoles étaient orientées dans ce but. Quant à l'autorégulation des naissances, sans doute serait-elle également possible, si chaque société était consciente des limites dans lesquelles elle peut se reproduire, limites que fixe le milieu dans lequel elle vit, qui n'est pas extensible et doit pouvoir se reconstituer. C'est donc le rapport de l'homme à la terre, à son milieu physique qui est aujourd'hui malsain.

Malsain, il l'est en effet, à deux niveaux liés : au plan mondial et, dans la plupart des pays, au plan local.

Déséquilibres

En tant qu'entreprise de domination militaire et politique, le colonialisme a en principe pris fin. Mais ses conséquences semblent irréversibles. Les pays industrialisés continuent d'utiliser le potentiel économique des régions dominées comme source d'approvisionnement en matières premières minérales et agricoles, et comme débouché pour les innombrables productions dont ils ont le monopole de fait (de biens élaborés, mais aussi de pratiquement tous les services). Ils concentrent un maximum d'activités productives (et donc d'emplois), puisque leurs entreprises, depuis fort longtemps transnationales, ont le monde pour champ d'action. Ainsi, tout se passe comme s'ils étaient autorisés à disposer d'un territoire considérablement plus vaste que celui que leur reconnaît le droit international. Seule différence avec l'époque coloniale: l'annexion territoriale est désormais assurée par la concurrence économique et par la liberté des échanges

Ce déséquilibre fondamental en a entraîné beaucoup d'autres, notamment au plan démographique. Car si la trop rapide augmentation de la population du tiers monde pose un problème inquiétant pour l'avenir, la surpopulation du monde industrialisé, en particulier de l'Europe et du Japon, en pose un à première vue insoluble - ou qui le deviendrait si le tiers monde se développait, c'est-à-dire s'il affectait les ressources de son sol et de son sous-sol à la satisfaction de ses besoins internes.

Cette éventualité paraît il est vrai peu probable. D'autant qu'en incorporant le tiers- monde à leur système économique (et en favorisant une organisation des pouvoirs qui confère la décision économique à une minorité), les pays capitalistes y ont introduit leur système de valeurs. C'est pourquoi la terre n'a plus pour fonction première d'assurer l'existence de la société qui l'occupe, mais d'enrichir ceux qui la possèdent. Dès lors, ce qu'elle produit dépend des besoins des acheteurs solvables, qui se trouvent être, pour l'essentiel, les pays industrialisés eux-mêmes.

Prélevant n'importe où les ressources qui leur sont nécessaires (puisque'il suffit de les acheter), ces pays peuvent avoir l'impression qu'elles sont inépuisables. Cette impression est d'ailleurs entretenue par la manière dont ils évaluent les résultats des activités économiques: la reproduction du capital et de la force de travail étant assurée, il n'y a pas lieu de prendre en compte celle du milieu, ni d'ailleurs celle de la population non incorporée à l'appareil de production. Ainsi peuvent-ils se comporter comme des hordes de pillards, qui laissent derrière eux le désert en s'en allant ailleurs s'emparer de nouvelles richesses. A cela, il faut ajouter que la croissance à laquelle ils sont condamnés, du fait de leur construction sociale hiérarchisée et de la concurrence à laquelle ils se livrent, les oblige à ce comportement qui finira par devenir suicidaire.

Par ses prélèvements de ressources non renouvelables et par la surexploitation de celles qui le sont, comme par ses rejets et pollutions, le système industriel rend de plus en plus problématique la régénération du milieu

dont dépend la vie sur terre. Mais qu'advierait-il si cinq à six milliards d'individus produisaient et consommaient autant que l'Européen ou l'Américain moyen ? Il est par trop évident que le développement, tel qu'il se produit dans le monde industrialisé, n'est pas généralisable. Le déséquilibre dont celui-ci bénéficie ne peut pas être redressé "le haut". Le problème n'est donc pas de construire le tiers-monde à l'image des pays développés, mais bien plutôt de reconstruire ces derniers sur des bases nouvelles.

Un constat

La position internationale que les nations industrialisées ont acquise par la force brutale et qu'elles conservent désormais par le simple jeu des lois économiques, (armes et pressions politiques n'intervenant plus que pour obliger le tiers monde à respecter les règles du jeu) ne peut être justifiée que si celles-ci se présentent comme en avance sur une voie ouverte à l'humanité entière: la voie du développement.

Longtemps victimes de la pauvreté imputable à la fonction qui leur était attribuée dans le cadre de l'économie mondiale (fournir des matières premières et des produits agricoles), les peuples du tiers monde sont aujourd'hui, plus gravement encore, victimes des actions engagées au titre du développement par leurs élites dirigeantes avec l'aide des pays industrialisés. Hautement capitalistique et productif, le nouveau mode de production permet de drainer les ressources financières que dégagent les activités productives entre les mains de ceux qui possèdent ou contrôlent les moyens de production: terre, usines, instruments de transport, etc.

L'activité économique ne vise plus à assurer l'existence matérielle de la société, mais à améliorer les conditions de vie d'une minorité. Et si le capital parvient à se reproduire (au profit des possédants), la reproduction de l'ensemble de la société devient impossible. La marée montante des paysans sans terre et des chômeurs non assistés est particulièrement angoissante dans les pays les plus engagés dans la voie de ce type de développement.

Mais enfin, cette voie est en train de se boucher. Le tiers monde non producteur de pétrole est incapable de payer ce qu'il importe (en particulier des instruments de production) avec la seule "résiduelle" de ses exportations¹. Son endettement devient vertigineux. Nombre de pays vont être contraints à une autarcie relative; Parviendront-ils à redéfinir leurs besoins en fonction des ressources dont ils disposent pour les satisfaire, c'est-à-dire à repenser le rapport de la société à son milieu ?

Il faudrait qu'ils reconsidèrent, préalablement, leurs rapports sociaux internes, sinon ceux qui détiennent les pouvoirs draineront encore les richesses produites, et la faim continuera d'exister.

Ces limites aux échanges avec le tiers monde posent un très grave problème aux pays capitalistes industrialisés. Pour éviter une récession, ces derniers maintiennent le flux de leurs exportations vers les pays insolubles, ainsi que vers le camp socialiste, dont le niveau d'endettement s'élève lui aussi dangereusement. Impliqué dans cette spéculation financière, le système bancaire occidental est virtuellement en faillite, puisqu'en contrepartie de ses dettes exigibles (notamment des fonds pétroliers), son actif est constitué d'une forte proportion de créances irrécouvrables. Un krach financier peut à tout moment survenir. Ce serait alors la débâcle du système des paiements internationaux, un blocage des échanges, et donc l'effondrement des économies qui ont fondé leur prospérité sur cette base.

Arrêt de la croissance, inflation, montée du chômage, déséquilibre de la balance commerciale et des comptes extérieurs de la plupart des pays, endettement des États, difficultés croissantes des services sociaux, paupérisation de régions entières (près du tiers du territoire national en France), progression de la pauvreté et des emplois les plus mal rémunérés: tout ce qu'on regroupe sous le terme de crise survient dans un monde industrialisé affecté par une crise de société de plus en plus profonde. Enfin, loin de faire entrer ce monde dans une ère "postindustrielle", la mise en oeuvre des nouvelles technologies (informatique, robotique, etc.) va considérablement amplifier ces problèmes, en particulier le chômage.

Pourtant, les classes politiques nationales, toutes tendances confondues, ainsi que les organisations syndicales, quelles que soient leurs tendances, s'interdisent d'envisager cette hypothèse pour en tirer les

¹ On a toujours tendance à surestimer les recettes à l'exportation d'un pays sous-développé (donc sa capacité d'endettement), car on perd de vue que le prix auquel est achetée sa production doit d'abord le mettre en mesure de payer ou de rembourser aux pays industrialisés les biens et services que ceux-ci lui fournissent pour pouvoir produire et exporter en particulier les éléments constitutifs de son capital de production. En fait, la valeur résiduelle de l'exportation, c'est-à-dire ce qui demeure acquis au pays producteur, ne représente guère que la contrepartie en devises des taxes payées à l'État et des salaires versés localement, soit entre 10 % et 20 % du prix des produits exportés.

conséquences. Aucune ne veut accepter l'évidence, à savoir que certains problèmes sont devenus totalement insolubles, aussi insolubles que celui que représente la faim dans le tiers monde.

Une hypothèse

Il est fort possible que, dans les pays industrialisés comme dans le tiers monde, la décomposition de la société (par le chômage, la délinquance, la violence politique, etc.) se poursuive jusqu'au chaos, sous des régimes d'autant plus autoritaires que les intérêts à préserver seront minoritaires. Mais le chaos social ne saurait durer éternellement. Tôt ou tard, il prendra fin. S'il est impossible de prévoir ce qu'il en sortira, on peut imaginer comment la société pourrait réagir et se recomposer sur des bases nouvelles, avant de sombrer dans le désordre absolu.

Prenons l'exemple d'une région paupérisée, soit pendant la période de forte croissance (région peu favorable à l'industrialisation et à la modernisation agricole), soit depuis l'arrêt de la croissance (mono-production compromise, entraînant des difficultés en chaîne).

Deux manières d'envisager le redressement de la situation régionale. La première, tout à fait classique (c'est aussi celle du planificateur dans le tiers monde), consiste à programmer les activités qui pourraient être promues ou développées, compte tenu à la fois des normes de production qui prévalent (normes désormais internationales) et des débouchés existant au plan national ou mondial. En ce cas, la liste des projets est très courte, puisque la paupérisation de la région a précisément été provoquée, soit par l'évolution des normes techniques et financières de production (les activités y ont cessé d'être compétitives, donc rentables), soit par la saturation du marché solvable. En pratique, les recettes sont d'ailleurs toujours les mêmes: travaux d'infrastructure, en particulier pour désenclaver des zones de production potentielle (les travaux terminés, on constate que la production n'a pas de débouché), transferts de quelques administrations ou centres de production (on déshabille Paul pour habiller Pierre), enfin et surtout investissements touristiques, les loisirs des riches étant désormais présentés comme une panacée à la pauvreté, dans les pays industrialisés comme dans le tiers monde (alors même que la crise risque fort de les compromettre).

Mais le problème régional peut être envisagé d'une autre manière: en dissociant la région en crise du monde en crise. Sans tenir compte ni des productions actuelles ni des structures existantes (structures agraires, appropriation des sols, etc.). Il faut alors faire une série d'inventaires: celui des ressources disponibles ou potentielles, celui des activités que celles-ci permettent, celui des besoins à satisfaire, etc. Il s'agit de savoir dans quelle mesure ou à quelles conditions une population régionale peut se remettre au travail à partir de ses seules ressources et avec le seul débouché qu'elle constitue à sa propre production. La nécessité d'importer, donc d'exporter aux conditions du marché, sera avant tout fonction des ressources locales et du niveau technique au-dessous duquel on ne peut descendre. Le plan à élaborer n'est pas "développement", mais "de survie".

L'objectif n'est pas de permettre à la population de vivre comme l'Européen moyen, mais mieux qu'un chômeur ou qu'un paysan ruiné. Son niveau de vie ne dépendra d'ailleurs pas seulement de son importance numérique, de la diversité des ressources locales, de la diversification des activités et du niveau des techniques de production.

Il dépendra aussi, pour une part très importante, de son organisation politique, économique et sociale. Il sera d'autant plus élevé que celle-ci sera plus démocratique.

L'autogestion sociale et économique, en faisant disparaître la distinction entre décideurs et exécutants, évite les prélèvements effectués sur le travail productif pour assurer l'existence de la "des gestionnaires", ainsi que pour mettre l'État en mesure d'offrir à la collectivité des services qu'elle pourrait fort bien s'assurer à elle-même par la coopération volontaire. Elle élimine en outre un nombre très important d'activités productives, soit parce qu'elles sont sans valeur sociale, soit parce qu'elles n'ont pas à être marchandes, soit parce qu'elles sont favorisées ou imposées par l'actuelle hiérarchie socio-économique.

La production socialement nécessaire peut donc n'exiger que très peu de travail, même avec des techniques faiblement productives, surtout si la répartition des tâches permet de réduire la population inactive, aujourd'hui beaucoup trop nombreuse. L'amélioration qualitative du genre de vie peut enfin rendre beaucoup plus supportable une baisse quantitative du niveau.

Or, le redémarrage d'activités productives dans une région paupérisée n'est précisément concevable que dans le cadre d'une complète démocratie économique. En effet, chaque activité n'est rentable que parce qu'elle

s'insère dans un ensemble économique cohérent et isolé du monde, mais ne le serait plus si elle se branchait sur le marché. Chaque travailleur ou producteur ne peut vendre sa production " chère ", que s'il accepte de payer "cher " ce qu'il achète. Tous les travailleurs-consommateurs doivent donc être d'accord sur les conditions de production et d'échange. Ils ne peuvent l'être que s'ils ont eux-mêmes choisi l'objectif et les moyens de l'atteindre, c'est-à-dire s'ils détiennent le pouvoir économique, non seulement sur les lieux de travail, mais au niveau de l'entité socio-économique qu'ils forment ensemble.

Un plan de survie présuppose donc une société régionale homogène. Elle ne l'est jamais, pas plus que ne l'est la nation. Mais, comme le fait parfois la guerre, la crise peut assurer l'homogénéisation des situations en ramenant tout le monde au même niveau de dénuement. De plus, le plan peut ne s'appliquer qu'à une fraction seulement de la population, comme il peut d'ailleurs englober d'autres populations, extérieures à la région, mais acceptant les mêmes contraintes de cette économie parallèle et non compétitive, les mêmes règles du jeu. Car ce n'est pas tellement l'autonomie économique d'une région qu'il faut concevoir. C'est organiser une société autonome.

L'autonomie économique

Une société est autonome lorsqu'elle maîtrise les conditions de sa propre reproduction. Elle peut, certes, procéder à des échanges, mais il faut que leur interruption éventuelle ne puisse compromettre son existence.

Aujourd'hui, aucune nation ne jouit d'une telle autonomie. Les nations industrialisées moins encore que les autres. Leur appareil de production utilisant des ressources provenant du monde entier (en particulier ces matières premières qui sont la base du travail industriel), leur reproduction sociale dépend d'innombrables facteurs externes. C'est pourquoi elles sont condamnées à mener une politique impérialiste, à une échelle d'autant plus vaste qu'elles sont plus développées. Ainsi, par exemple, les États-Unis devront-ils être présents partout dans le monde (et prêts à faire face à "guerres et demie"!) pour préserver leurs " intérêts vitaux " (Reagan dixit).

Aujourd'hui, l'interdépendance des nations est gravement conflictuelle, puisque les intérêts nationaux sont concurrents, contradictoires et parfois antagoniques. Mais elle résulte de l'intégration des économies nationales, qui elle-même conditionne la mise en œuvre de la plupart des progrès technologiques. Dès lors, l'idée qu'une société pourrait redevenir autonome paraît absurde: elle se priverait de tous les avantages du "système technicien".

Pourtant, depuis quelques années, celui-ci fait l'objet de critiques de plus en plus radicales. Le pays industrialisé cesse peu à peu d'être le modèle unique et nécessaire. Ce modèle est parfois critiqué au nom de la spécificité culturelle d'un peuple (hier par la révolution iranienne, aujourd'hui, par la population autochtone de Nouvelle-Calédonie, qui revendique son indépendance en affirmant son refus du type de développement voulu par la population allogène). Mais le rejet est en train de se manifester au sein même des pays capitalistes industrialisés. Partout en Occident, on assiste à une prolifération d'expériences de démocratie associative et d'autonomie économique, qui peuvent fort bien être l'amorce d'un mouvement plus général. Elles donneraient alors un début de réalisation à l'hypothèse envisagée ci-dessus.

Pour l'instant, ce ne sont que des expériences. Encore trop peu nombreuses, dispersées, sans territoire qui leur soit propre, non coordonnées, elles demeurent intégrées au système. Elles ne sauraient assurer l'autonomie économique de ceux qui les initient. Pourtant, elles préfigurent déjà la base sociale qu'implique l'autonomie. En effet, elles privilégient les rapports interpersonnels et sociaux plutôt que l'efficacité économique: elles inversent les priorités. Elles s'interdisent tout rapport de domination, donc s'obligent à imaginer des conditions de production et d'échange qui évitent les contradictions d'intérêts. Elles affichent des ambitions individuelles et collectives à l'opposé de celles que le système, du fait de sa dynamique compétitive, exige de chacun et de tous : produire davantage, consommer davantage, l'emporter sur autrui, en particulier par la possession, s'affirmer socialement par la consommation, etc.

Bref, elles postulent un nouveau système de valeurs, qui rend possible la mise en forme d'un autre système économique et technique.

Il est vrai que pour l'heure elles n'y songent guère. Souvent d'inspiration illichienne, elles s'en tiennent à la définition de l'autonomie que propose André Gorz³ : une autonomie individuelle, qui permet à chacun de

2 Jacque ELLUL, *Le système technicien*, Calmann-Lévy.

3 André GORZ, *Adieux au prolétariat*, Galilée.

produire une partie de ce qu'il consomme, tout en bénéficiant (en tant que consommateur, sinon en tant que travailleur) de la production " intégrée⁴ " Il s'agit d'individus qui se marginalisent mais sans former une société marginale, car ils peuvent, à la frange du système productif, vivre très largement de l'enrichissement collectif. Mais l'approfondissement des difficultés socio-économiques peut assez vite les obliger, pour préserver leur autonomie individuelle, à s'associer afin de mettre en forme une autonomie collective.

Au demeurant, généralement initiées par des individus qui s'excluent eux-mêmes du système, ces expériences prendront nécessairement une autre ampleur si elles le sont par ceux qui en sont exclus: chômeurs et paysans ruinés par l'évolution des prix relatifs. L'État, qui au départ les a combattues (en France et en R.F.A. notamment), puis qui les a laissées se développer (elles réduisent quelque peu les tensions sociales et le chiffre du chômage), devra alors les favoriser.

Il verra sans doute en elles la seule planche de salut, lorsqu'il aura renoncé à résoudre le problème du chômage et ceux que posent les chômeurs à la population active. Il devra accepter la fracture de la nation et une nouvelle répartition du territoire national.

Car on imagine mal qu'il puisse se comporter comme ces dictateurs d'Amérique latine qui s'opposent au morcellement des grandes propriétés, alors qu'il permettrait la formation, à l'écart de l'économie dite moderne, d'entités socio-économiques autonomes. Le travail y serait certes très peu productif, mais il assurerait au moins l'existence d'une multitude de paysans sans terre et de chômeurs non assistés - cette multitude qui crève aujourd'hui de faim et qui, du seul fait de la mondialisation de l'économie, ne peut plus être cantonnée dans le tiers monde. L'État devra se rendre à l'évidence: la fraction de la population mondiale marginalisée par l'évolution technico-économique est répartie dans tous les pays. Elle augmente partout. Il ne lui restera plus qu'à la laisser s'organiser.

Admettons donc cette éventualité: au sein de chaque pays, deux sociétés cohabitent. L'une est intégrée à l'appareil de production mondialisé (bien rémunérée, etc.), l'autre, avec un faible niveau de vie, met en forme un nouveau système de production et d'échange utilisant essentiellement, sinon exclusivement, le milieu physique qui est le sien (il est évident que des passerelles existent entre les deux sociétés et les deux systèmes productifs). La deuxième société n'est ni nationale ni régionale, même si ses choix économiques sont désormais fonction de son originalité culturelle. Elle est soudée par les principes qui président à son organisation, par le genre de vie qu'elle a adopté, par l'objectif qu'elle s'est donné, etc. Les individus qui la composent ne cherchent probablement qu'à résoudre leur problème personnel (comme aujourd'hui les " alternatifs "). Pourtant, du seul fait qu'ils réadaptent leur appareil de production à leur milieu spécifique, ils contribuent à créer le contexte qui peut permettre aux peuples du tiers monde de résoudre le leur. C'est là sans doute la dimension politique essentielle de leur démarche (et de celle des alternatifs). Mais, en outre, l'originalité de leur entreprise tient à ce qu'elle présuppose un changement radical du rapport à autrui. Or cet autrui n'est pas seulement au sein de la société qu'ils constituent. Il est partout où existent des sociétés analogues.

L'autonomie telle qu'elle est définie plus haut est concevable à n'importe quelle échelle. Deux entités socio-économiques autonomes peuvent fusionner en une entité unique, si leur organisation est identique et si leurs objectifs sont à ce point conciliables qu'ils peuvent devenir un projet commun. Si elles souhaitent conserver certaines particularités que la fusion ferait disparaître (particularités dues à des traditions culturelles, à celles du milieu physique, etc.), elles peuvent encore, sous réserve des mêmes conditions et sans perdre la maîtrise de leur reproduction sociale, mettre beaucoup de ressources en commun par le jeu des échanges (donc améliorer leurs conditions d'existence), si les biens échangés ont pour chacune d'elles la même utilité, de sorte que l'arrêt de l'échange leur serait identiquement dommageable. En effet, à l'opposé de ce qui se passe aujourd'hui (où le développement des uns s'effectue aux dépens des autres), chaque entité socio-économique doit pouvoir contribuer à la reproduction sociale des autres, ici et dans le tiers monde.

La réadaptation de l'appareil de production au milieu physique propre à chaque société, indispensable préalable au rééquilibrage socio-économique du monde, passe par la rupture des échanges tels qu'ils se pratiquent aujourd'hui. Mais l'objectif n'est pas de rompre les rapports qui se sont noués entre les peuples: il est de transformer des liens d'interdépendance conflictuelle en liens de solidarité effective

L'autonomie économique n'est donc pas une fin en soi. Elle n'est que le moyen - et sans doute le seul - de reconstruire progressivement le monde, comme il faudrait qu'il le soit pour devenir peut-être, un peu moins injuste un peu moins déchiré par des contradictions d'intérêt : de bas en haut.

4 La production " intégrée ", telle qu'elle est définie par Ingmar GRANSTEDT, in *L'impasse industrielle*, Le Seuil.

Fin d'une page d'histoire

L'hypothèse qui vient d'être envisagée n'est évidemment pas la seule possible. Si elle se réalise, ce sera suivant des modalités qui varieront selon les pays et selon l'évolution de la conjoncture au plan national, certains États pouvant par exemple prendre des mesures protectionnistes qui accéléreront la désorganisation de l'économie mondiale, sans entraîner nécessairement des bouleversements structurels internes (de même que l'autarcie relative à laquelle vont être contraints beaucoup de pays du tiers monde ne favorisera pas toujours les réformes de structures nécessaires). Mais une chose est certaine : le "développement" est en train de prendre fin.

Nous avons eu jusqu'ici une conception à la fois optimiste et ethnocentriste de l'évolution humaine. Pour nous, toutes les sociétés sont supposées évoluer comme a évolué la société occidentale qui elle-même tend vers un terme idéal, un progrès indéfini. Depuis des siècles, nous nous croyons ainsi porteurs de la civilisation. Celle-ci ayant acquis une dimension technique prépondérante (le progrès technique étant à la fois le résultat et le moyen de la progression économique), nous assimilons désormais notre propre évolution économique et technique à celle de l'humanité avançant vers ce terme idéal, depuis peu baptisé "développement". C'est là une illusion qui risque fort de se dissiper tragiquement.

Lorsque nous nous émerveillons devant nos progrès scientifiques et techniques, nous ne prenons pas en compte les conditions qui doivent être réunies pour qu'ils se réalisent, en particulier ces fantastiques transferts de ressources et de capitaux qui s'effectuent à l'échelle mondiale, au profit des pays industrialisés qui monopolisent ainsi les moyens de progresser. Nous ne voulons pas voir leurs dramatiques contreparties (la faim dans le tiers monde en est une). Mais le plus grave est que nous ne pouvons pas en tenir compte.

Car l'évolution technico-économique n'est pas maîtrisée, puisqu'elle est provoquée par la dynamique qu'impulsent les entreprises en concurrence et les États en compétition c'est-à-dire par une dynamique concurrentielle qui est, par essence, non maîtrisable. Elle l'est d'ailleurs d'autant moins que le champ du politique et le champ de l'économique ne coïncident plus du tout, le premier demeurant national, alors que le second est devenu international. L'État ne peut plus exercer un contrôle sur le capital dès lors que celui-ci évolue à l'échelle mondiale en s'internationalisant. Tout au plus peut-il veiller à ce que l'évolution technico-économique bénéficie à la collectivité nationale, en amenant celle-ci (ou en l'obligeant) à s'adapter à cette évolution, à accepter les conditions de travail et de vie qu'elle implique

La mondialisation du champ économique a ainsi permis que la progression des techniques obéisse à une logique (celle du Capital qui les finance et les utilise) indépendante des choix politiques et sociaux. Ces techniques ne sont pas au service de l'humanité, mais des pouvoirs qui les mettent en œuvre et qui s'exercent dans un contexte concurrentiel. Les entreprises les adoptent, lorsqu'elles peuvent en attendre une amélioration de leur taux de profit et de la productivité du travail qu'elles emploient: elles doivent les adopter pour demeurer compétitives. La technique peut alors entrer en contradiction avec les intérêts réels de la société. C'est ce qu'on observe depuis longtemps dans le tiers monde et qu'on commence à constater chez nous.

Mais si le système productif n'assure plus la reproduction de la totalité de la société, il va être dans l'incapacité de reproduire le capital lui-même. En effet, un mode de production qui exige de plus en plus de capitaux, donc des débouchés de plus en plus larges, mais de moins en moins de travail vivant, tend nécessairement à s'auto-asphyxier, dès lors que l'organisation socio-politique qu'il implique au plan national (division en classes dans la société) et au plan international (division du monde en États-nations) interdit la distribution de revenus nécessaire à l'ouverture du marché solvable. Celui-ci, loin de s'élargir, se rétrécit inexorablement.

Aucun pouvoir ni aucune force sociale ne peut éviter la décomposition du système socio-politique et économique qui a assuré pendant quelques siècles la suprématie d'une minorité de nations. Reste à savoir si au sein de chaque société, donc à l'échelle mondiale, les victimes de ce système parviendront à s'organiser pour tirer profit de sa décomposition.

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.les-renseignements-generaux.org**